

## La presse québécoise et l'information sur la politique internationale

Jean-Pierre Rogel

Volume 5, numéro 4, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700494ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700494ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Rogel, J.-P. (1974). La presse québécoise et l'information sur la politique internationale. *Études internationales*, 5(4), 693–711.  
<https://doi.org/10.7202/700494ar>

## LA PRESSE QUÉBÉCOISE ET L'INFORMATION SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE \*

Jean-Pierre ROGEL

### I – INTRODUCTION

La « révolution tranquille » du Québec des années soixante a-t-elle entraîné l'ouverture de la presse québécoise sur le monde extérieur ? Traditionnellement assez pauvrement informés sur la politique internationale, les Québécois se trouvent-ils mieux et plus informés sur la politique étrangère du Canada, sur la situation et sur les grands problèmes de l'actualité internationale ? Ce sont quelques-unes des questions que se posait en 1970 une équipe dirigée par le professeur André P. Donneur, de l'Université du Québec à Montréal <sup>1</sup>.

Les résultats de l'analyse quantitative des nouvelles internationales <sup>2</sup> dans les trois principaux quotidiens francophones du Québec (*La Presse*, *Le Soleil*, *Le Devoir*), reflétaient une réalité assez nuancée : si la quantité de nouvelles internationales s'était accrue entre 1962 et 1969 en termes absolus, cette même quantité avait diminué en termes relatifs, passant de 7,7% du total de la surface en 1962 à 6,5% du total en

---

\* Cette étude a été réalisée au cours d'un stage de perfectionnement en relations internationales de l'auteur, journaliste français, diplômé en sociologie de l'Université Paris VII ; ce stage s'est déroulé en septembre 1973-mai 1974, au Centre québécois de relations internationales, Université Laval, Québec, dans le cadre de la coopération franco-québécoise.

1. Cf. André P. DONNEUR, « La presse du Québec et les pays étrangers », dans *Études Internationales*, vol. II, n° 3, septembre 1971.
2. Par nouvelle internationale, A. Donneur avait entendu « toute information politique sur un pays étranger déterminé, et toute information politique sur les relations entre deux ou plusieurs pays étrangers, ou un pays étranger et le Canada ». Nous avons suivi cette définition, l'essentiel restant pour nous aussi de savoir de quelle façon les Québécois sont ouverts sur le monde extérieur. Cette définition prend le mot politique dans son acception la plus large, une nouvelle de nature économique (ex. : levée de l'embargo pétrolier) étant considérée comme de l'information de politique internationale (mais non un fait divers dans un pays étranger). Lorsque nous parlons de « l'information de politique internationale », nous incluons donc la politique étrangère du Canada en tant que telle, et la politique intérieure des pays étrangers.

1969<sup>3</sup>. Ce fait est principalement dû à l'augmentation, très sensible, en pourcentage, des surfaces publicitaires – phénomène général de la presse – et des surfaces d'information de politique nationale – phénomène lié à la « révolution tranquille », précisément.

La suite de cette analyse quantitative ne révélait rien de très significatif : si l'information de politique internationale avait augmenté dans les années soixante, c'était en des termes très relatifs, sans qu'elle soit mieux mise en valeur par la localisation<sup>4</sup>, ou par une diversification des sources, ou bien encore, des régions couvertes. Sur ces deux derniers points, on remarquait au contraire une diminution des articles de correspondants et des articles « maison », diminution liée à une plus grande dépendance des agences de presse, et à une singulière augmentation de la couverture des États-Unis (qui passait de 24,3% en 1962, à 29,6% en 1969 du total « étranger », ceci aux dépens des zones du Tiers-monde et de l'Europe occidentale).

Mais de quelle nature était cette information sur la politique internationale ? De quoi parlait-on, et comment ? Quelle était la qualité de cette information, selon les critères minima de variété et de complémentarité des sources, des commentaires et analyses en profondeur offertes au lecteur<sup>5</sup> ?

C'était là quelques questions simples qu'on pouvait se poser, et qui amenaient à une analyse, non plus quantitative, mais qualitative, du contenu de la presse québécoise. C'est donc à une enquête dans cette direction de l'analyse qualitative que nous nous sommes livrés, à partir des données de base de l'étude du professeur Donneur, de celles des rapports des Commissions d'enquête fédérales (Rapport Davey, Comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse, 1970) et provinciales (Rapports Sorecom de 1972 à 1974 pour la Commission parlementaire spéciale sur les problèmes de liberté de la presse au Québec), et de différents articles monographiques.

Cette enquête, cependant, rejoint une perspective d'analyse socio-politique : à mi-chemin entre la sociologie des médias et l'analyse de science politique il s'agit d'examiner quel peut être le traitement donné aux événements internationaux dans la presse québécoise, et la perception de la politique internationale qui en découle.

3. Il s'agit de moyennes concernant uniquement ces trois journaux, ce qui donne déjà une moyenne surévaluée par rapport à l'ensemble des treize quotidiens québécois : les journaux populaires comme *Montréal Matin* et *Le Journal de Montréal*, ou les journaux régionaux, affichent en effet un pourcentage très bas de nouvelles internationales (de 1 à 6%) alors que *Le Devoir* est très au-dessus de ces chiffres, avec 11% de la surface rédactionnelle. À titre de comparaison, notons que le chiffre moyen de surface rédactionnelle internationale dans les quotidiens français est de 11%, selon l'étude J. Kayser (KAYSER, *Le Quotidien français*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1963).
4. Tout au contraire, la nouvelle internationale était bien moins mise en valeur en 1969 qu'en 1962. Le pourcentage d'information internationale en page éditoriale baissait de 6,25% à 5% en moyenne, et le pourcentage d'information internationale en page 1 à 10 (les plus lues) baissait de 57% à 36% (Cf., DONNEUR).
5. Le terme de « qualité » pouvait rapidement conduire à des jugements de valeur, nous nous sommes limités aux « critères minima » (variété, complémentarité, profondeur explicative) qui sont les plus admis dans les études qualitatives (notamment celles du CRTC).

Nous avons donc procédé, d'une part, à des analyses de contenu des principaux quotidiens québécois<sup>6</sup>, et, d'autre part, à une série d'entrevues avec des journalistes chargés de l'information internationale dans les différents quotidiens.

Au demeurant, cette enquête en deux volets a abouti à réunir certains faits et à dégager quelques-unes des caractéristiques du fonctionnement de la presse quotidienne de la Belle Province, ainsi que souligner quelques réactions au Québec face à la politique internationale. Les quelques conclusions que nous présentons ici sont loin de constituer les résultats d'un travail scientifique, mais constituent beaucoup plus un simple essai d'évaluation par les moyens d'une observation « distanciée », de la presse québécoise en matière d'information internationale, et, à travers elle, de la société québécoise face aux pays étrangers.

## II – LES MOYENS D'UNE INFORMATION

Le secteur de l'information internationale est loin d'être un secteur prioritaire dans les journaux québécois, et ceci n'est pas une surprise. Des journaux comme *Le Monde*, le *New York Times* et *Die Zeitung*, qui contiennent aux alentours de 30% de nouvelles internationales sur le total rédactionnel, constituent des exceptions. La moyenne générale de surface « étrangère » se situe plutôt autour de 10% dans la presse occidentale<sup>7</sup>.

À cet égard, si on réajuste les pourcentages de nouvelles internationales à la surface rédactionnelle dans la presse québécoise, à partir de l'étude de A. P. Donneur, on trouve une moyenne de 14% pour les trois quotidiens examinés, et on peut supposer que ce pourcentage tomberait de 4 à 6 points si on incluait les journaux populaires et régionaux : on est donc dans les normes générales (ou en-dessous, mais non pas de façon significative).

Là où l'enquête touche un point beaucoup plus sensible, c'est lorsqu'on en vient à inventorier les moyens mis en œuvre par les quotidiens pour « couvrir l'étranger ».

Les sources de l'information d'abord. Il faut commencer par les agences de presse, tant elles dominent la scène.

6. On verra par la suite que, suivant les différentes études de cas ponctuelles, nous avons utilisé des échantillons différents de journaux québécois, et des groupes de contrôle différents ; pour chaque cas, néanmoins, nous avons utilisé un groupe de base formé du *Montréal Star*, de *The Gazette*, de *La Presse*, et du *Devoir* (soit 55% du tirage total, et des quotidiens aux profils socio-économiques pouvant se rapprocher deux à deux) ; nous y avons ajouté *Le Jour* pour chaque étude de cas faite après sa parution en février 1974 ; enfin, chaque fois, nous avons utilisé un ou plusieurs des quotidiens suivants : *Le Soleil*, *Montréal Matin*, *Le Journal de Montréal*, *La Tribune* et *Le Nouvelliste* pour étudier, outre les grands quotidiens, les quotidiens populaires ou régionaux, et aussi disposer d'échantillons représentatifs des 13 quotidiens québécois, et de l'information fournie au Québec. Au niveau de l'information internationale, il est bon de se rappeler toutefois que le medium d'information préféré est la télévision (67% des personnes interrogées, Rapport Davey), le quotidien ne venant qu'en second rang (avec 18% des réponses, selon ce même Rapport Davey).

7. Cf. note 2, de l'étude de Kayser, sur le quotidien français : ce dernier obtenait un pourcentage moyen de 11% d'information internationale sur la surface rédactionnelle totale avec 7,9% dans la presse provinciale contre 14,1% dans la presse nationale et parisienne.

## A – Les sources d'agence

Tout d'abord, il faut signaler que l'effort des quotidiens à s'abonner aux différents services des quatre grandes agences internationales (*AP*, *UPI*, *Reuter*, *AFP*) a été remarquable, ces dix dernières années. Tous les quotidiens québécois peuvent actuellement disposer des nouvelles transmises par ces quatre agences, soit directement, parce qu'ils en reçoivent le fil original, soit par l'intermédiaire de l'agence de Presse canadienne (*PC*), dont les deux services (français et anglais) sélectionnent et adaptent les nouvelles. On peut d'ailleurs constater que tous les quotidiens, sauf les cinq locaux et le *Journal de Montréal*, reçoivent directement au moins deux de ces quatre agences. La complémentarité et la concurrence des sources jouent donc à fond, et la mention la plus fréquente en tête d'une nouvelle est celle d'une source double ou triple. Ceci marque un net progrès par rapport à l'époque encore récente (1960-65) de forte dépendance d'une source unique – et souvent la plus contestable, *UPI* – ou bien de deux sources, employées en alternance.

Pour comprendre l'utilisation de ces agences, il convient cependant de bien préciser le rôle de l'agence Presse canadienne en matière d'information internationale (Cf. tableau I). L'agence *PC*, nous l'avons dit, reçoit les fils complets des quatre grandes agences et les transmet à ses sociétaires, sélectionnées, adaptées, éventuellement traduites. À ce niveau, la *PC* fonctionne essentiellement comme un relais des grandes agences internationales, et son travail sert de multiplicateur du travail de pupitre des journaux sociétaires. Très concrètement, d'ailleurs, ce travail s'effectue souvent à la demande précise des journaux sociétaires<sup>8</sup>, et est techniquement subordonnée à de multiples facteurs, tels que l'engorgement des fils de télex, ou, au contraire, la relative disponibilité de ceux-ci (les nouvelles internationales arrivent aux journaux sur le même fil que celles du sport ; en outre, elles dépendent, à l'évidence, des fuseaux horaires de par le monde).

Si l'on se rapporte au tableau I, il apparaît qu'en matière internationale, le Service français de la *PC* est plus avantageux pour les journaux francophones, que le Service anglais, pour les journaux anglophones : outre la sélection et l'adaptation, il fournit la traduction des dépêches (les  $\frac{2}{3}$  de la matière originale étant en anglais). Cet avantage ne devrait pas cacher, cependant, le déséquilibre global de la situation : tous les quotidiens francophones reçoivent toujours au moins deux fois plus de nouvelles internationales en anglais que de nouvelles en français, sur l'ensemble de leurs télex.

En second lieu, l'agence *PC* fournit une matière internationale originale à tous ses sociétaires : celle de ses correspondants à Washington, New York et Londres, qui dépendent du Service anglais, et celle de son unique correspondant à Paris, qui dépend du Service français. Mais cette matière, dont la quantité est très variable, pour être originale, n'en est pas moins très limitée ; au total c'est un maximum de  $\frac{1}{3}$  ou  $\frac{1}{4}$  de l'ensemble des dépêches internationales de la *PC*. Cette constatation permet de considérer que la première fonction déterminée de la *PC*, celle de *relais* des grandes agences, est, en fait, la fonction principale de cette agence.

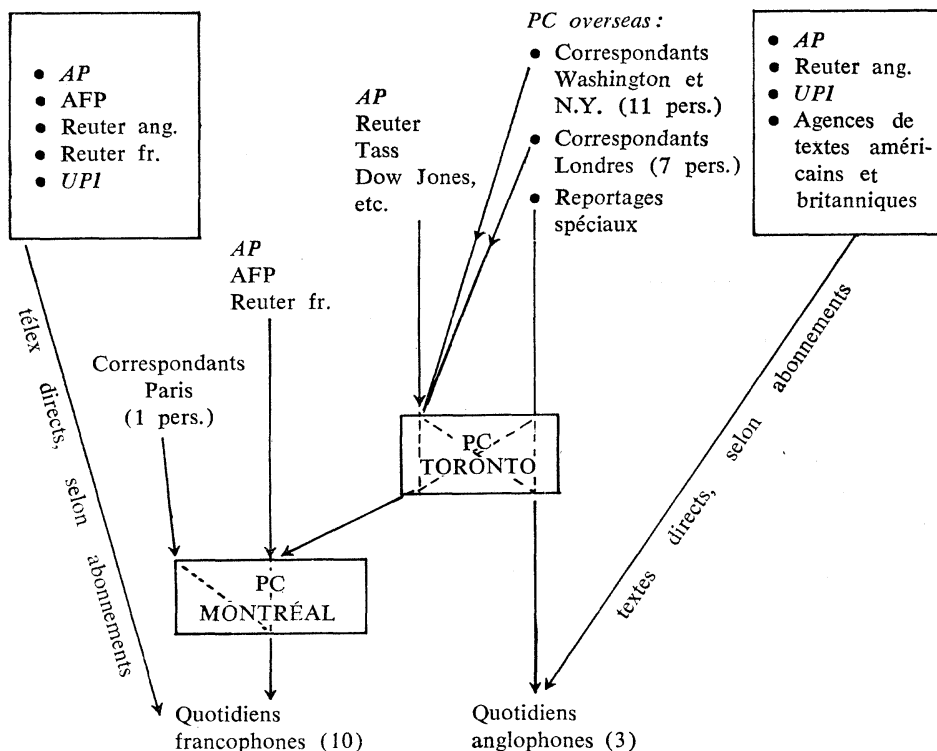
8. Exemple concret : une importante nouvelle tombe à 21 h 27. Les quotidiens du matin, proches du *deadline* envoient aussitôt, sur leur télex d'émission vers la *PC* : « envoyez synthèse AFP-Reuter-AP au fur et à mesure. Titres et *leads*, SVP, merci. »

Examinons maintenant l'équipement en agences de texte - agences fournissant parfois avec un certain délai des commentaires et analyses sur les événements, ainsi que des reportages, et des enquêtes, plus que des nouvelles événementielles dans le minimum de temps -, et en agences spécialisées (telle l'agence de nouvelles boursières Dow-Jones).

La *Gazette* et le *Montreal Star* restent les mieux équipés en services d'agences de textes et agences spécialisés. Faisant tous deux partie de groupes, ils profitent des services de ces groupes : la *Gazette* reçoit le *Southam News Service* (qui dessert 11 quotidiens au Canada), et le *Montreal Star* reçoit les services de *Free Press Publications* (qui dessert 8 quotidiens au Canada). Ces deux quotidiens sont, de plus, abonnés à divers services de presse étrangers qui envoient leurs nouvelles par courrier ou téléscripneur : ceux des grands journaux américains (notamment *New York Times*, *Washington Post*, *Los Angeles Times*, *Chicago Tribune*) et, par tradition, ceux de certains journaux britanniques : *Observer*, *Times* et *Guardian*. Ils possèdent donc un éventail de sources d'agence en matière de politique internationale, beaucoup plus vaste que celui des quotidiens francophones. Aucun de ceux-ci n'est en effet abonné à ces services, à l'exception du *Soleil*, qui s'est récemment abonné au *New York Times News Service* (encore n'utilise-t-il celui-ci que très rarement, la traduction française arrivant avec deux ou trois semaines de retard).

TABLEAU I

Les sources d'agence en matière d'information internationale au Québec  
(d'après *La Presse Canadienne*, brochure du centenaire, par E. CHEVROLET)



## B – Journalistes et milieux journalistiques

En dehors des agences, quelles sont les sources ? La question est d'importance pour le type d'ouverture que les Québécois peuvent avoir sur le monde extérieur. Force est de constater qu'en dehors de ces agences, les sources sont peu nombreuses. Les correspondants à l'étranger, dont on sait l'importance comme « observateurs de la scène internationale en tant que Canadiens et pour les Canadiens » (Rapport Davey, tome I, p. 263) n'existent pratiquement plus ; la proportion de source de correspondance avait déjà régressé de 12% en 1962 à 9,4% en 1969 pour les trois journaux sélectionnés dans l'étude Donneur, mais elle semble avoir régressé encore plus depuis 1969. En 1974, cependant, les journaux les plus responsables – *Gazette*, *Star*, *Presse*, *Soleil*, *Devoir*, *Jour* – utilisent tous des collaborateurs pigistes ou attirés dans un pays étranger ou l'autre, notamment les États-Unis, et la France. Dans le cas des journaux francophones il s'agit toujours à l'heure actuelle de liens fortuits avec des correspondants pigistes et non permanents. *La Presse*, qui a aboli son poste de correspondant à Paris en 1970, reste encore le quotidien le mieux pourvu, avec des collaborateurs réguliers à Paris, Washington et Los Angeles, et des collaborateurs occasionnels à Rome et en Amérique latine. *Le Soleil* n'a aucun correspondant à l'étranger, alors que *Le Jour* en a un à Paris, et que *Le Devoir* s'attache à mettre en place, très timidement dans le courant de l'année 1974, un réseau de correspondants particuliers pigistes, un à Washington, un à Bruxelles, et un à Rome. Par comparaison à ces réseaux incertains, la *Gazette* et le *Star* paraissent solidement équipés. Ils bénéficient en effet des correspondants permanents en Europe de leurs groupes respectifs, *FP* et *Southam*, et de ceux des grands quotidiens américains, *New York Times* et *Los Angeles Times*, dont ils reçoivent le service d'agence de texte : en tout, environ 25 à 30 journalistes payés à plein temps, et très souvent de grandes signatures.

En dehors de ces collaborateurs, surtout actifs à l'occasion des grands événements, plutôt que commentateurs « analytiques » réguliers à la manière des correspondants du *Monde*, des envoyés spéciaux de ces quotidiens se rendent parfois à l'étranger pour une série-reportage, mais ceci est un événement de plus en plus rare. Plus souvent, les journaux profiteront d'une invitation d'un organisme étranger, d'une tournée d'hommes d'affaires canadiens ou d'un journaliste en voyage qui fera une pige à partir de quelques contacts qu'il aura dans ce pays étranger : cette règle de l'« occasion » est la plus fréquente.

Sur le plan de la politique étrangère du Canada, seuls les cinq quotidiens montréalais que sont *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Jour*, la *Gazette* et le *Star* semblent être en contact suivi avec des groupes intéressés à ces problèmes (communautés ethniques, organes de la coopération, universités, etc.). Ces contacts semblent toutefois limités – bien plus limités que dans le cas des quotidiens parisiens, par exemple – et, s'ils constituent une pression notable sur le journal, ils constituent très peu une source d'information complémentaire, semble-t-il.

L'équipe rédactionnelle, quant à elle, est assez réduite – 1 à 5 journalistes – et, on le conçoit d'après ce qui précède, essentiellement centrée sur un travail d'interprétation et rédaction de nouvelles, à partir des sources d'agences disponibles. Elle l'est d'autant plus, d'ailleurs, que la division journalistique nord-américaine maintient le clivage entre l'éditorial, ou le commentaire, et la rédaction « factuelle » ; et que ces journalistes ont rarement les moyens ou le temps d'utiliser les colonnes « ouvertes » du journal notamment (la page rédactionnelle d'analyses et de dossiers, face à l'éditorial).

D'après notre enquête, le portrait-type du journaliste travaillant à l'information internationale pourrait se définir selon quelques traits caractéristiques. Ce journaliste en effet est en général plus âgé que la moyenne de ses collègues (mais peut être au contraire plus jeune), n'est pas un spécialiste de politique étrangère par formation (par études pas plus que par voyages, sauf s'il est étranger – une fois sur quatre, environ). Très peu souvent signataire de ses articles, peu amené à enquêter sur le terrain ou à voyager, il fait figure de « stable », et, d'une certaine façon, d'« obscur », de devenu-spécialiste dans l'ombre, à force de fréquenter des textes d'agences. Si, à « couvrir le monde entier », il y trouve une diversité qui le satisfait, par contre il a moins que ses collègues l'occasion de « faire passer un dossier », – cette obsession de tout journaliste –, et en est frustré ou désabusé. Si cette frustration le tenaille trop, il devra changer de rubrique : nombreux sont les cas dans la presse québécoise de réorientation vers des secteurs ou rubriques considérés comme plus épanouissants en terme de carrière journalistique.

### III – LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Autant il semblait indispensable et relativement aisé de faire un inventaire des moyens d'une information, autant une analyse du traitement de l'information internationale posait, dans la limite du temps et des moyens qui nous était impartie, de sérieux problèmes méthodologiques et pratiques.

L'analyse de contenu semblait, certes, l'instrument le plus puissant pour l'exploration des contenus. Mais cette technique est, comme on le sait, très onéreuse en temps et en énergie. À défaut de pouvoir quantifier abondamment, nous avons effectué des analyses de contenu limitées, c'est-à-dire soit à partir de conclusions d'études précédentes ou d'hypothèses limitées, soit selon des techniques connues et fiables (comme, en l'occurrence, la mesure du coefficient de mise en valeur de Kayser).

De plus, nous avons eu recours aux interviews et aux techniques de sondage auprès des journalistes (voir plus loin, B – 2) comme des matériaux permettant d'explorer ce traitement de l'information. En outre, nous avons procédé à deux analyses de contenu « ponctuelles », qui sont des comparaisons de contenu sous un angle thématique.

En définitive, l'analyse du traitement de l'information que nous avons effectuée pourra paraître, d'une part, assez artisanale, d'autre part, de plus en plus limitée à un objectif de comparaison de la presse francophone avec la presse anglophone. C'est en effet le clivage principal qui a semblé se manifester, et que nous avons cherché à éclaircir. Pour le reste, nous avons préféré courir le risque d'être artisanal dans l'analyse, en espérant que ce qui serait perdu en rigueur scientifique serait gagné en intuition dans l'analyse politique.

#### A – Les pays couverts

Nous nous sommes d'abord attachés à dégager les zones et les pays couverts. Pour ce faire, nous avons employé alternativement la méthode statistique, qui permettait de vérifier quelques hypothèses, et l'interview, qui révélait les lignes de force de la couverture de ces pays.



Nous sommes d'abord partis du fait principal, soit l'importance primordiale de l'information sur les États-Unis, pays étranger le plus couvert par les journaux canadiens<sup>9</sup>. Nous avons cherché à vérifier deux résultats des études de André P. Donneur et J.T. Scanlon : d'une part, l'accroissement de l'information sur les États-Unis dans les dix dernières années (DONNEUR, p. 414), d'autre part, le fait que les quotidiens francophones portent, par rapport aux quotidiens anglophones, « plus d'attention au Canada, moins aux États-Unis, plus à la France, et moins à la Grande-Bretagne » (SCANLON, p. 29). Aussi avons-nous testé un échantillon de 63 exemplaires de quotidiens, soit 7 numéros pris au hasard dans l'année 1973, de chacun des 5 quotidiens québécois francophones représentatifs (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil*, *Montréal Matin*, *La Tribune*), des deux quotidiens anglophones (*The Montreal Star* et *The Gazette*) et de deux autres quotidiens canadiens anglophones extérieurs au Québec (*The Vancouver Sun* et *The Toronto Star*). En pourcentage de surface de politique internationale, nous avons obtenu les résultats suivants :

TABLEAU II

Répartition de l'information par pays,  
en pourcentage de la surface totale de nouvelles internationales  
(sur un échantillon de 63 quotidiens, en 1973)

Information sur (en pourcentage de surface internationale)	États-Unis	Total sur Europe de l'Ouest (CEB et pays)	France	Grande- Bretagne
Quotidiens francophones du Québec (5)	36 %	19 %	6,5%	(0,8%)
Quotidiens anglophones du Québec (2)	37,5%	15,5%	(1,5%)	4,1%
Quotidiens anglophones autres (2)	35 %	14 %	(1,2%)	(3,5%)
Moyenne (sur 9)	36,1%	16,2%	3,1%	2,8%

En ce qui concerne le premier point, nos résultats corroborent fortement ceux de A. P. Donneur sur la presse francophone : l'information sur les États-Unis était passée de 24% à 28% de la surface internationale des 3 quotidiens *Le Devoir*, *Le Soleil*, *La Presse*, entre 1962 et 1969 ; elle atteint le pourcentage-record de 36% en 1973. Il est juste d'objecter que 1973 est une année de « surinformation » sur les États-Unis, à cause de l'affaire du Watergate, mais ce chiffre n'en est pas moins très significatif (de toute façon, rien n'oblige les journaux canadiens à couvrir le Watergate au jour le jour : ce choix lui-même est significatif).

En ce qui concerne le second point, qui touche aux différences entre la presse anglophone et francophone, nos résultats infirment assez sensiblement la constatation de Scanlon : la presse francophone du Québec s'intéresse tout autant que la presse anglophone aux États-Unis, cependant qu'elle maintient son intérêt pour l'Europe

9. Pour ce qui suit, nous nous référons aux études de A. P. DONNEUR (cf. note 3) et J. T. SCANLON.

intact, sinon renforcé, surtout à travers son intérêt pour la France – que ne compense pas l'intérêt des quotidiens anglophones pour la Grande-Bretagne.

De ces résultats, on peut donc affirmer que l'information politique sur les États-Unis a augmenté sensiblement en pourcentage dans la presse francophone du Québec, jusqu'à atteindre sensiblement le même pourcentage que dans la presse anglophone du Québec (qui est aussi le pourcentage atteint par la presse anglophone des autres provinces).

L'approche non statistique permet de mieux cerner ce point. Si, de l'avis des journalistes interrogés, l'information sur les États-Unis est « prioritaire », le « seul dossier permanent », « la seule nouvelle indispensable de la page », cela est dû à une interpénétration économique, culturelle et politique du Canada avec les États-Unis, dont les journalistes ont pleinement conscience. « Une nouvelle de Washington aura, une fois sur deux, une conséquence directe ou indirecte sur la vie des lecteurs », résume une responsable. « S'ouvrir sur le monde extérieur, au Québec, c'est fatalement découvrir la puissance des États-Unis, dans le monde et ici », nous a déclaré un autre.

C'est à ce point qu'une ligne de clivage semble apparaître à travers les réponses fournies. Les journalistes francophones insistent en effet, bien plus que leurs collègues anglophones, sur la politique étrangère des États-Unis et les répercussions mondiales de celle-ci. On remarque aussi que ces journalistes sont plus directement préoccupés de « la pénétration des capitaux américains à l'étranger », « au Canada et particulièrement au Québec ». Ils définissent ce problème (5 réponses en ce sens, sur les 8 obtenues) comme l'intérêt numéro 1 de leur couverture des États-Unis – on sait par ailleurs que ce sujet a donné lieu à de longues enquêtes et séries d'articles, particulièrement dans *La Presse* et *Le Soleil*.

Pour les journalistes anglophones, la politique étrangère des États-Unis et la politique d'investissements à l'étranger, pour être des sujets importants – on se souvient, entre autres, des débats suscités par le rapport Watkins –, ne sont pas pour autant des sujets identifiés comme leur « intérêt numéro 1 ». Curieusement, cet « intérêt numéro 1 » n'est jamais identifié de façon claire et unique, comme dans le cas des journalistes francophones. C'est plutôt, d'après les réponses obtenues, « l'état de l'économie américaine, et la politique extérieure des États-Unis en général » (3 réponses sur 8 ont comporté cette double identification), ou « la politique intérieure et le Congrès, parce que cela conditionne leur économie, donc la nôtre » (3 réponses sur 8), ou encore « la crise américaine, dans les institutions politiques, les mœurs, et l'économie » (2 réponses). En fait, tout se passe comme si la dépendance économique du Canada par rapport aux États-Unis, identifiée comme « problème numéro 1 » par les quotidiens francophones, était l'objet d'un tabou secret ou d'une gêne diffuse chez les anglophones.

Les raisons d'être de cette gêne ou de ce tabou resteraient à explorer, mais on peut toutefois provisoirement conclure qu'au seul niveau des sujets traités et des intérêts des journalistes concernés, la presse francophone semble donc se démarquer de la presse anglophone par une attitude sensiblement plus critique envers les États-Unis.

Cette observation est corroborée par une comparaison des sujets et zones de couverture privilégiée de ces deux presses, à l'exception des États-Unis, et en

dehors des points chauds de l'actualité. Outre la différence sensible concernant la couverture de l'Europe, il est en effet possible de déceler, sur une observation de 6 mois, une attention plus soutenue de la presse francophone pour les pays du Tiers-Monde en général, et, plus particulièrement, pour certains pays d'Amérique latine et d'Afrique. Il n'a pas, par contre, été possible de déceler une attention plus soutenue de la presse anglophone envers les pays du Commonwealth britannique.

Une dernière remarque concerne les sujets de politique étrangère canadienne, toujours au seul niveau de l'intérêt comparatif que les quotidiens manifestent. Il ne nous a pas été possible d'effectuer une étude quantitative fiable à ce sujet, mais la constatation de Scanlon selon laquelle les journaux canadiens traitaient deux fois plus (9,8% contre 4,4%) de politique étrangère des États-Unis que de politique étrangère du Canada, du moins en nombre d'articles<sup>10</sup>, nous semble correspondre tout à fait à la réalité : c'est en effet sensiblement deux fois plus de nouvelles touchant la politique étrangère américaine que de nouvelles touchant la politique étrangère canadienne que nous avons observé dans cet échantillon de 63 exemplaires de quotidiens.

Symptomatique, s'il en est, cette constatation renvoie à de multiples causes, parmi lesquelles les journalistes concernés classent en premier le rôle relativement modeste du Canada sur la scène internationale, et le rôle de superpuissance des États-Unis. Cette situation bien évidente est cependant loin de tout expliquer. Il nous suffira ici de remarquer que, confrontés à ce résultat d'observation, plusieurs journalistes spécialistes interrogés ont avancé qu'il y avait là sans doute la manifestation d'un des effets des agences internationales, focalisant leur matière sur les grands événements et les grandes puissances, particulièrement les États-Unis. Selon plusieurs autres, on pourrait aussi voir dans ce fait une des faiblesses de l'agence PC, dont la qualité du service, voire même la quantité en nouvelles internationales, est nettement en dessous de ce qu'elle est en nouvelles nationales – un reproche déjà formulé devant le Comité sénatorial sur les *mass media*, mais qui prend ici toute sa signification<sup>11</sup>.

## B – La mise en valeur

Poursuivant l'analyse de contenu, nous nous poserons maintenant la question du « traitement » des événements de politique internationale, c'est-à-dire la question de la mise en valeur de tel ou tel événement par la presse québécoise.

Cette question doit, à vrai dire, être dédoublée : on sait en effet que, d'un côté, ces événements sont l'objet d'une mise en valeur, d'une mise en forme (information), qui relève du processus journalistique en tant que tel, et d'autre part, d'une mise en valeur qui est la signification politique accordée à tel ou tel événement. Nous retrouvons là les deux principales approches des études de presse, l'une relevant plus d'une approche plus théorique – et particulièrement du structuralisme du SECMAS ou d'Abraham Moles –, l'autre relevant d'une approche plus empirique, caractéristique, de la sociologie ou de la science politique nord-américaine<sup>12</sup>. Nous avons essayé de

10. SCANLON, p. 5, *op. cit.*

11. Cf. Rapport Davey, vol. 1, pp. 259–266.

12. On trouvera un bon résumé de la première approche de A. KIENZ, *Pour analyser les media*, Mame, Paris, 1971. Pour la seconde approche, Ithiel de SOLA POOL, *Trends in Content Analysis*, University of Illinois Press, 1950.

tenir compte de ces deux approches en explorant ces deux formes de traitement, l'un, la mise en valeur journalistique, l'autre, le contenu politique donné à cette forme.

## 1 – LA MISE EN VALEUR JOURNALISTIQUE

Au-delà des caractéristiques structurelles fondamentales de la mise en forme journalistique – qu'il n'est pas de notre propos d'explorer – on peut dire que les processus de mise en forme et en valeur des nouvelles dans les quotidiens québécois sont identiques à ceux en vigueur dans n'importe quel quotidien : mêmes principes de mise en valeur de la « une » et des autres pages (place relative, colonnage, titrage, illustration, etc.). Les seules caractéristiques propres semblent être non québécoises, mais nord-américaines : *leads*, titres et sous-titres brefs et factuels (à « l'américaine ») plutôt que longs et explicatifs (à « l'européenne ») ; et surtout, séparation nord-américaine de l'éditorial et de la nouvelle. Sans doute peut-on trouver des nuances entre les quotidiens québécois francophones et anglophones – une nette influence du journalisme européen dans les journaux francophones<sup>13</sup> – mais il reste que le principal moule est bien celui du journalisme nord-américain.

Dans les quotidiens francophones les idiomes québécois eux-mêmes, fréquents dans les titres, (ex. : « la télévision fait patate », *Le Jour*, 22 mai, p. 2) ne semblent pas contrebalancer le poids des idiomes tirés de l'anglais. Il y a là une expression directe du poids linguistique de l'anglais en Amérique du Nord, et une des sources majeures, sans aucun doute, de la perversion du français par l'anglais : quand les grandes agences comme la Presse Canadienne fournissent « au moins 2 fois plus de matière en anglais qu'en français<sup>14</sup> » (Claude Ryan, directeur du *Devoir*, devant la Commission sénatoriale Davey), et quand de faibles moyens matériels, s'ajoutant à la pression du temps, permettent des « translittérations » quotidiennes du genre de « (...) se classe quatrième par le bas » pour « (...) is fourth lowest » (cité par J. Scanlon devant la même Commission Davey, cf. SCANLON, p. 34), on peut voir que cette influence nord-américaine, incontestablement dominante, a souvent des effets inquiétants sur 80% de la presse québécoise !

Ces observations n'étaient peut-être pas inutiles. Donnant une mesure de la pression ambiante, elles permettent d'expliquer en partie le résultat de deux analyses « ponctuelles » que nous avons effectuées. Ces deux analyses de contenu consistaient, sur deux événements précis, à relever systématiquement les titres et les *leads* des nouvelles dans les 8 quotidiens considérés, et à les comparer. Nous avons choisi deux types d'événements représentatifs : d'une part, un événement de portée politique mondiale, une « grosse nouvelle » par excellence, et d'autre part, un événement de portée plus réduite dans un pays étranger quelconque, mais spectaculaire ou encore personnalisé, au point d'être immanquablement relevé par les media. En l'occurrence, nos observations ont porté sur la décision de levée de l'embargo arabe (11 au 14 mars 1974) et sur l'amnistie du lieutenant japonais Onada, « irréductible » de la Seconde Guerre mondiale (15-20 mars 1974).

13. À cela, des raisons culturelles et linguistiques évidentes, souvent vécues et intégrées au niveau des journalistes, qui parfois connaissent bien le journalisme européen, comme des raisons plus techniques : les titres et *leads* sont assez souvent tirés de l'AFP, même si – et il est intéressant de le noter – les journalistes québécois trouvent en majorité cette agence, « verbeuse et explicative », « pas assez directement factuelle ».

14. *Op. cit.*, Rapport Davey, vol. 1, p. 262.

Les principaux résultats sont les suivants : dans le cas du premier test comme dans le cas du second, le traitement donné à la nouvelle en termes de place relative est presque identique pour tous les journaux ; les titres et *leads* sont en majorité ceux des grandes agences, parfois mot pour mot, et démarquent très peu les quotidiens les uns par rapport aux autres.

Aucun éditorial ne commente ni l'affaire Onada, ni la levée retardée de l'embargo du moins sur la période étudiée ; seuls *Le Devoir* (12 mars, p. 20) et *La Presse* (14 mars, p. 5) publient des articles de fond complémentaires sur l'aspect plus politique de l'embargo, tandis que le *Montreal Star* publie un complément plus économique (16 mars, *Business section*). Autrement dit – et sans entrer dans les détails – il apparaît que les quotidiens ont suivi d'un seul bloc, et avec les mêmes réflexes de mise en valeur journalistique<sup>15</sup>.

Le groupe de contrôle du test sur l'embargo, qui comprenait le Télé-journal de 10 h 30 à *Radio-Canada*, a permis de plus de constater qu'une mise en valeur très comparable<sup>16</sup> à celle des quotidiens s'est manifestée. Il semble donc qu'une certaine uniformité des nouvelles internationales de la presse québécoise doive donc beaucoup à l'influence dominante des agences, et aussi à celle de la télévision (qui est au Québec le médium principal d'information, comme le soulignent les rapports Sorecom).

## 2 – LA MISE EN VALEUR POLITIQUE

Une démarche logique était de se demander si les lignes politiques implicites décelées dans l'analyse de la répartition de l'information par pays (II, partie A) correspondaient à des lignes politiques explicites et implicites qui s'exprimeraient dans les contenus éditoriaux et rédactionnels proprement dits.

À défaut de pouvoir effectuer une analyse systématique des contenus, nous nous sommes livrés à une analyse comparative de la couverture éditoriale et rédactionnelle des principaux événements internationaux de la période considérée (septembre 73–avril 74).

Pour commencer, nous avons procédé à une analyse indirecte, par un sondage des journalistes spécialisés dans ces questions. Considérant que leurs subjectivités

15. Une mesure de cette mise en valeur est précisément l'indice de mise en valeur de Kayser, qui tient compte de l'emplacement (E), du titrage (T) et de la présentation (P), selon la formule maximum :  $Mv = 40E + 40T + 20P$ . Nous avons utilisé cette formule pour le test sur l'embargo (11–14 mars). Le seul résultat pertinent semble être qu'il existe une corrélation de la mise en valeur de quotidiens avec celle des nouvelles télévisées (cf. ci-dessous). Pour le reste, l'irrégularité de la mise en valeur entre les quotidiens semble être la règle : seul *Le Devoir* est très constant dans sa mise en valeur (élevée) de l'événement ; *The Gazette*, *The Star*, et *La Presse* sont assez irréguliers ; *Le Jour* est curieusement lent à se mettre « dans le bain » ( $Mv = 28$  le 11 mars, contre une moyenne générale de 43, et  $Mv = 52$  le 14 mars, contre une moyenne générale de 61) ; *Montréal Matin* ne se manifeste que le 14 mars seulement, jour où la nouvelle fait la Une des autres quotidiens (et du Télé-journal).

16. Nous ne pouvions pas évidemment utiliser la formule de Kayser, mais la seule observation de la place relative de la nouvelle dans le Télé-journal et de son importance (temps, images fixes ou film) pendant ces quatre jours, montre qu'il y a une forte corrélation de comportement entre les deux media.

respectives s'annulaient dans leur appréciation de ces quotidiens – un journaliste peut avoir tendance à valoriser son travail, et comparativement dévaloriser celui des quotidiens concurrents, mais on peut supposer que ce sera alors aussi le cas de ses collègues, à l'inverse –, nous avons essayé de savoir quelles étaient les tendances politiques de ces quotidiens, d'après leur couverture de quatre sujets reliés à quatre événements majeurs de la période : la guerre du Kippour, l'emploi de l'« arme du pétrole » par les pays arabes, la crise de l'Europe et la tension des relations franco-américaines, et l'affaire du Watergate. Nous leur avons demandé de qualifier « le jugement général que portent ces cinq quotidiens, le *Star*, la *Gazette*, *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Jour*, sur les quatre sujets suivants, selon une échelle favorable/plutôt favorable/plutôt défavorable/défavorable ; si vous en sevez pas ou pensez qu'un quotidien a une ligne trop vague sur un des sujets pour être ainsi qualifiée, veuillez l'indiquer, mais considérez cette catégorie d'« indéfini » comme un dernier recours » (texte de la question). Les résultats sont les suivants :

TABLEAU III

*Opinion moyenne de 5 principaux quotidiens québécois*  
(d'après un sondage de journalistes)

	<i>Star</i>	<i>Gazette</i>	<i>Devoir</i>	<i>Presse</i>	<i>Jour</i>
« Attitude de Nixon dans l'affaire Watergate »	très déf. (10)	déf./ très déf. (6) (6)	très déf. (11)	très déf. (11)	très déf. (13)
« Politique extérieure des États-Unis au Moyen-Orient dans et après la guerre du Kippour »	fav. (6)	très fav. (9)	plutôt fav. (8)	plutôt fav. (8)	plutôt déf. (7)
« Politique extérieure de la France sous Jobert »	déf. (6)	défav. (8)	plutôt déf. (7)	plutôt déf. (5)	indéfini (9)
« Attitude récente des pays du Tiers-Monde producteurs de pétrole »	plutôt défav. (5)	défav. (6)	plutôt fav. (8)	plutôt fav. (7)	indéfini (8)

- a) Nous avons fait figurer entre parenthèses le nombre de réponses pour la catégorie indiquée en majorité ; lorsque le total des réponses favorables/plutôt défavorables (ou son inverse) dépassait 11 sur 13, et que celui des réponses favorables était supérieur à 8, nous avons indiqué *très favorable* (ou son inverse, *très défavorable*) ;
- b) Les deux réponses « indéfini » du *Jour* sont de toute évidence dues en bonne partie du moins au fait que ce sondage a été réalisé en mars-avril, un mois seulement après le lancement de ce quotidien.

On doit certes considérer ce sondage avec réserve et prudence : les catégories de réponses et le faible nombre de réponses (faible, mais fiable, puisqu'il s'agit de journalistes spécialistes de l'information internationale) créent une bonne marge d'incertitude. Il est toutefois surprenant de constater que ces réponses confirment ce que révélait notre analyse des zones de couverture : la presse francophone se démarque de la presse anglophone, comme généralement plus critique envers la politique américaine – ce qui est très net sur la question du Moyen-Orient, et sur celle du pétrole

(pour laquelle la presse francophone est perçue comme étant plus en faveur des pays producteurs) -, moins critique de la politique étrangère française, - mais tout en restant « plutôt défavorable », ce qui étonne si l'on considère que l'opposition à la politique américaine est la clef de voûte de la politique du gaulliste Jobert - et plus sensible aux intérêts des pays du Tiers-Monde.

La seconde partie de cette étude de la mise en valeur politique a consisté en une analyse comparative du traitement de deux autres événements majeurs de la période, soit, à un extrême, le coup d'État au Chili, le 11 septembre 1973, et à l'autre extrême, la mort du président Pompidou, le 2 avril 1974. Afin d'élargir l'analyse, nous avons inclus dans notre observation, outre les quotidiens précités, *Le Soleil*, *La Tribune* et *Le Nouvelliste*, ainsi que, pour contrôle, le *Toronto Star* et *Le Monde*.

À la comparaison des *Unes* des quotidiens datés des 12, 13 et 14 septembre, des différences significatives se dégagent, au seul niveau des titres. Le 12 septembre, pour la *Gazette*, « *Allende Shots Self as Military Topples Chile's Marxist Regime* » (ce sera le seul quotidien à faire systématiquement usage du qualificatif « marxiste », à teneur émotionnelle évidente ici), et pour le *Star*, « *Allende Kills Self as Army Storms Palace* » : de toute évidence, ces deux quotidiens accréditent la version du suicide, malgré des sources au demeurant assez douteuses. À l'opposé, tous les quotidiens francophones, à l'exception du *Soleil*, prennent leurs distances face à la version officielle du suicide ; certes, pour *La Presse*, « la Junte pousse Allende au suicide », le 12 septembre, mais, dès le lendemain, cette version du « suicide pour l'honneur » est infirmée par une accréditation donnée à la version de l'assassinat (p. 2, sous-titre : « Allende assassiné »), pour *Le Devoir*, c'est dès le début la mise en doute, « Allende se serait suicidé » (p. 1, 12 septembre) ; *La Tribune* et *Le Nouvelliste* titrent prudemment « Allende est mort », mais ce titre laisse place, dans le corps du texte comme dans les éditoriaux respectifs, à des spéculations précises sur la thèse, non du suicide, mais de l'attentat.

Ainsi donc, seuls les quotidiens anglophones ont accrédité la version officielle du suicide d'Allende ; petit fait, mais qui dénote des niveaux de réaction très différents. Ces différences se confirment par la suite du traitement.

En effet, alors que pour la *Gazette* et pour le *Star*, il est question, dès le 13, du contrôle de la situation après l'écrasement de la résistance, *Le Devoir* et *La Presse*, ainsi que *Le Nouvelliste* feront état, jusqu'au 16, de l'existence de poches de résistance, et de combats de milices au sud du pays.

Cette réaction pro-allendiste de la presse francophone se confirme au niveau des textes d'analyse. Certes, le *Star* publie, les 13 et 15 septembre, deux analyses, l'une de L. Diuguid du *Washington Post*<sup>17</sup>, l'autre d'Israël Shenker du *New York Times News Service*<sup>18</sup> (et, curieusement, aucune analyse « maison »), qui sont assez favorables à l'expérience du socialisme chilien, mais la biographie choisie, signée L. Greenhouse du *New York Times News Service*, est très proche de celles d'AP et UPI (choisies par la *Gazette* et le *Toronto Star*) sur le thème majeur d'« Allende, un homme plein de contradictions », « fils d'un riche avocat voué (*pledged*) à secourir

17. « The Shock to Chilean Democracy », *Star*, 13, septembre.

18. « Allende Armed to Create a New Society », *Star*, 15 septembre.

les paysans » (titre du *Star*, p. 2, le 12), et « dandy socialiste qui aimait le whisky importé à 30 dollars la bouteille », ce qui est loin d'être favorable à Allende. Les quotidiens francophones, par contre, n'ont pas repris cette version *AP-UPI* ; chacun d'entre eux a, de plus, produit son propre texte de fond<sup>19</sup> et a produit une page spéciale sur le Chili l'un de ces trois jours au moins (y compris *Le Nouvelliste* et *La Tribune*). L'attention moyenne accordée à l'événement est donc très supérieure dans la presse francophone. Elle atteint son summum dans *La Presse*, qui titre dramatiquement à la Une du 13, sur 5 colonnes, qu'elle n'a « Aucune nouvelle de l'envoyé de *La Presse* et des autres Canadiens », et lance un appel aux radio-amateurs pour l'aider à obtenir des nouvelles du Chili. Enfin, ce journal titre sur 7 colonnes en page A6 du même jour : « Nombre de Québécois suivaient de près l'expérience chilienne », un long article faisant état des sympathies avouées au Québec envers le régime Allende, notamment dans les milieux syndicaux.

Au niveau des éditoriaux, le même clivage peut être constaté : la presse anglophone commente la fin d'une « expérience démocratique » au Chili, tandis que la presse francophone va au-delà de l'aspect démocratique, et surtout s'interroge sur les raisons de la chute d'Allende. Symptomatiquement, *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Nouvelliste* et *La Tribune* identifient les compagnies multinationales, et notamment l'ITT, comme un des agents derrière ce coup d'État. Lorsque l'analogie avec la situation québécoise n'est pas amplement développée, elle est très fortement suggérée ou explicitée, et c'est un sentiment anti-impérialisme ouvert qui s'exprime ici.

Un examen suivi du « dossier chilien » sur plusieurs mois ne fait que corroborer ces constatations. Bien plus que la presse anglophone, la presse francophone publie des témoignages – de prêtres québécois, notamment –, des lettres à l'éditeur, et fait écho à une campagne pour l'admission au Canada de réfugiés chiliens. Cette campagne a ses échos et son expression parlementaire dans les provinces anglophones, mais s'appuie sur une sensibilisation de l'opinion publique bien plus massive au Québec<sup>20</sup>, où les trois centrales syndicales ont fondé un « comité de solidarité Québec-Chili ».

Enfin, un test de contrôle s'est avéré très probant. Il s'agissait de voir comment, six mois après, le « dossier chilien » était suivi. Du 15 mars au 22 mars 1974, certains événements marquaient l'actualité : ouverture du conseil de guerre de Valdivia, visite de Pinochet au Brésil, prolongation de l'état de siège de six mois. De ces trois événements, seul le second a été relevé comme significatif par les trois quotidiens anglophones. À ce seul niveau comparatif, les quotidiens francophones, *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Jour*, *Le Soleil*, vont cependant bien plus loin que leurs confrères dans leurs analyses de la création d'un nouvel axe Brésil-Bolivie-Chili. Quant aux deux autres événements, c'est la discrétion la plus parfaite dans les quotidiens anglophones, alors que les franco-

19. Nous n'avons relevé aucun texte de fond signé par la rédaction du *Star*, un seul de celle de la *Gazette* : « *Chile's Fragile 3 Year Marxist Experiment End* », par Glen ALLEN. (On note une fois de plus l'emploi du qualificatif « marxist ».)

20. Signalons à ce sujet l'importance de l'action de l'émission télévisée « le 60 » de Radio-Canada (une cote d'écoute d'un million d'auditeurs) qui a contribué à soutenir l'intérêt et la passion dans l'opinion publique sur ce problème et a continuellement « relancé » les quotidiens (selon les journalistes, « le 60 » est en effet le véhicule le plus puissant de sensibilisation aux problèmes internationaux, au Québec).



phones, notamment *Le Jour*<sup>21</sup> (qui annonce la prolongation de l'état de siège à la Une de son numéro du 18 mars), relèvent ces événements comme importants.

La seconde analyse de contenu, à l'occasion de la mort de Pompidou le 3 avril, s'est avérée encore plus concluante dans le sens d'une différence significative entre la presse anglophone et francophone.

La première remarque concerne l'importance de l'événement. Dans les quotidiens francophones, il « fait la Une », jusque dans le *Montréal Matin* et *Le Journal de Montréal* (fait inédit en trois ans pour un événement international), tandis qu'il ne prend qu'une partie relativement modeste de la Une des quotidiens anglophones. Dans les quotidiens francophones, il fait l'objet de 3 à 6 articles complets, voire d'un deux-pages spécial dans *Le Jour*. Dans le *Star* et la *Gazette*, seul un éditorial vient compléter le texte de base, tiré des dépêches de la CP, d'AP et de Reuter.

La seconde remarque concerne les opinions émises dans les éditoriaux. Sur ce plan, certes, il est important de noter que les quotidiens francophones présentent entre eux, et à l'intérieur d'un même journal (*La Presse*, notamment), des nuances parfois substantielles. Mais, en général, les éditorialistes francophones expriment un point de vue nettement plus averti et nettement plus nuancé de la politique française que leurs confrères anglophones. En outre, ils se préoccupent tous du dossier franco-québécois, ce que ne font pas leurs confrères anglophones. Ces derniers se contentent d'une appréciation de Pompidou comme une des clefs de la stabilité française, et aussi comme un réaliste souple, mais un réaliste qui avait dernièrement manifesté un certain raidissement (le *Star*) ou une certaine maladresse (la *Gazette*), surtout en politique étrangère. De là à souhaiter un successeur « capable d'une approche plus réaliste », il n'y a qu'un pas, que les quotidiens anglophones franchissent. Cette position est très exactement celle des quotidiens américains, du *Washington Post* (éditorial de J. Kraft du 4 avril) au *New York Times* (éditorial de James Reston du 3 avril) et des milieux officiels américains (Cf. *Le Monde*, 5 avril, p. 5-6 ; « Réactions à l'étranger ») : On observe donc qu'il y a dans ce cas une identité de fait entre la position américaine et la position anglo-canadienne, mais que le Québec francophone ne partage pas cette position.

Il semble qu'on puisse tirer quelques conclusions générales de ces comparaisons de la mise en valeur politique des deux événements considérés, comme du sondage des journalistes (III, B2).

Nos observations tendent à corroborer les conclusions de l'analyse de la répartition de l'information par pays (III, A). Le clivage observé entre la presse francophone du Québec et la presse anglophone de cette province – et, en général, du reste du Canada –, dans les pays et les sujets les plus fréquemment abordés, se reproduit en effet dans le traitement de ces sujets, soit ce que nous avons appelé la mise en valeur journalistique et politique des événements (III, B).

Nous avons constaté que ce clivage avait certaines raisons techniques. Après avoir souligné que ces raisons techniques ont des implications culturelles et politiques, nous sommes amenés à constater que ce clivage est aussi dû à un phénomène proprement

21. Fait important à signaler, *Le Jour* est abonné à l'agence cubaine *Prensa Latina*, spécialisée dans la couverture de l'actualité latino-américaine.

politique, à l'expression d'un « vouloir-vivre » des Francophones québécois, distinct du vouloir-vivre des Anglophones québécois ou d'autres provinces.

En matière de politique internationale, la presse francophone du Québec apparaît en effet à l'observation comme différente de la presse anglophone dans ses choix principaux, et caractérisée par un intérêt peu marqué envers les choix de la politique étrangère du Canada, une critique vive de la politique extérieure américaine et des investissements économiques américains à l'étranger en général, une sympathie marquée envers les petits pays ou certains États d'un Tiers-Monde ou d'une Europe dressée contre l'hégémonie américaine.

Dans une perspective d'analyse historique, la constatation du reflet dans la presse, du clivage des deux sociétés canadiennes, la société canadienne anglaise et la société canadienne française, n'est en soi pas nouvelle. Toutes les études sur la presse – et, tout récemment, J.I. Gow dans sa thèse sur l'opinion des Canadiens français dans les relations internationales<sup>22</sup> – ont en effet constaté ce clivage. Ce qui semble plus significatif, est l'expression proprement politique de ce clivage, qui se révèle sous l'angle du nationalisme québécois. Selon nos observations, la politique internationale semble en effet le lieu – lorsque les quotidiens s'en préoccupent – d'une prise de conscience québécoise le plus souvent nationaliste et progressiste, en contradiction avec le conservatisme de la presse d'après-guerre, tel que décrit par Gow.

Cette prise de conscience nationaliste québécoise serait aussi en contradiction avec l'internationalisme que voit G. Bergeron<sup>23</sup> dans la presse et la société québécoises d'après 1960. Bergeron soutient que le Québec d'après-guerre, tout en s'ouvrant sur le monde, n'avait pas connu d'identification au nationalisme canadien, et s'était affirmé d'emblée internationaliste. Nos observations tendraient à documenter une thèse qui, pour ne pas être en contradiction avec celle de Bergeron, ne l'infirmait pas moins : à savoir que, en même temps que les Québécois se détachaient des structures culturelles et idéologiques traditionnelles, ils sautaient « à pieds joints » par dessus l'identification canadienne et se définissaient comme vouloir-vivre collectif original en Amérique du Nord. Cette thèse, qui est proche de celles de sociologues comme Marcel Rioux et Guy Rocher<sup>24</sup>, recevrait, croyons-nous, de sérieux éléments de confirmation dans une analyse comparative plus élaborée sur la période des 10 dernières années, en ce qui concerne la presse québécoise.

#### IV – CONCLUSION

C'est sur quelques remarques que nous aimerions conclure. Nous avons voulu ce travail en effet d'abord factuel, et il n'est pas de notre propos d'élaborer plus avant les remarques que nous formulons ci-dessus. Nous tenions seulement à souligner à quel point nos observations, si limitées qu'elles soient, d'une part, confirment les études précédemment entreprises sur la spécificité québécoise en matière d'ouverture sur l'extérieur et, d'autre part, permettent de caractériser cette spécificité dans les

22. Voir, pour un résumé, J.I. Gow, « Les Québécois, la guerre et la paix », dans *Revue canadienne de science politique*, vol. III, mars 1970.

23. Notamment dans *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*, Durkam, 1960, et *Le Canada Français*, le Seuil, Paris, 1967, chapitres VII et VIII.

24. Cf. notamment Marcel RIOUX, *La question du Québec*, Paris, Seghers, 1969, et Guy ROCHER, *Le Québec en mutation*, HMH, Québec, 1973.

termes d'un nationalisme québécois. Au-delà de l'affirmation de G. Bergeron selon laquelle le Québec est passé, dans l'après-guerre, « du provincialisme à l'internationalisme sans passer par le nationalisme<sup>25</sup> », il est possible de se demander si le Québec d'après la « révolution tranquille » ne connaît pas maintenant sa phase d'identification nationaliste, mais, cette fois, d'un nationalisme québécois. Ce serait là, non pas contredire mais poursuivre la thèse de Gérard Bergeron, dans une analyse de la période de l'après-révolution tranquille comme période d'affinement de la position des Québécois face au monde extérieur. Période d'affinement et d'affirmation nationaliste, avec une définition de plus en plus politique, autant que culturelle, du rôle du Québec à l'extérieur.

Mais nous laisserons donc la vérification de cette thèse à des travaux plus élaborés sur la presse québécoise. Dans la limite de notre étude, nous concluons plus volontiers sur la presse au Québec en tant que telle.

Notre étude montre que, plus informés depuis la « révolution tranquille » – et encore n'est-ce que relativement –, les Québécois ne sont pas pour autant mieux informés. Sans doute la pluralité des opinions et des sujets de politique internationale est-elle plus évidente, et la source et le traitement sont-ils plus nombreux et fiables en termes de pratique journalistique dominante, mais le peu d'importance accordé à l'information internationale dans les journaux québécois rend assez peu significatif ce changement qualitatif.

Enfin, on peut mettre en question les effets de cette pratique journalistique dominante, qui est celle du journalisme d'information nord-américain.

Privilégiant les facteurs d'instantanéité et de factualisation aux dépens des facteurs d'observation distanciée et d'explication (facteurs plus propres à la presse européenne, et surtout à la presse d'opinion en général), cette pratique conduit, sur le plan des contenus, à une uniformité qui ne lasse pas d'inquiéter ; elle conduit surtout, sur le plan de la forme même de ces contenus, à une relation de double dépendance des agences de presse : dépendance technique et économique, qui émascie le rôle des journalistes, et notamment celui des correspondants à l'étranger, qui sont pourtant les seuls « Canadiens voyant avec des yeux de Canadiens la scène internationale » (Rapport Davey) ; dépendance culturelle et idéologique, dans la mesure même où ces agences sont anglo-saxonnes, et fournissent des contenus représentant des intérêts non spécifiquement québécois ou canadiens, pourtant pris comme tels ou comme « neutres » par des journalistes acquis au dogme de la nouvelle d'agence comme fiable et objective.

On pourrait conclure en faisant remarquer que cette double dépendance économique et culturelle fait contrepoids à l'expression de la conscience nationaliste, comme constatée plus haut. Ce serait dire que l'information sur les pays étrangers, tout comme l'information en général, dépend en bonne partie d'une dialectique entre ces deux forces et influences, l'une d'origine économique, l'autre d'origine politique. En d'autres termes, on retrouverait ici la marque de l'affrontement entre l'économique et le politique – ou, dans une certaine mesure, ce que la pensée marxiste appelle la dialectique entre l'infrastructure et la superstructure ; ce qui est une façon de constater que le journal est bien un des lieux privilégiés, s'il en est, de cet affrontement ou de cette dialectique.

25. G. BERGERON, *op. cit.*, *The Growth of Canadian Policies in External Affairs*, Durkam, 1960.

## LISTE DES TRAVAUX CONSULTÉS SUR LA PRESSE AU QUÉBEC ET AU CANADA

### I – RAPPORTS ET SOURCES OFFICIELLES

Rapport DAVEY : Rapport du Comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse, imprimeur de la Reine, Ottawa, 1970 :

vol. I : Le miroir équivoque ;

vol. II : Les mots, la musique, et les sous ;

vol. III : Bons, mauvais, ou simplement inévitables.

Rapports SORECOM Inc., pour la Commission parlementaire spéciale sur les problèmes de liberté de presse, Éditeur officiel du Québec, Québec. Enquête sur la diffusion de l'information, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> parties.

JOURNAL DES DÉBATS de l'Assemblée nationale du Québec, travaux intégraux de la commission spéciale sur les problèmes de liberté de la presse, 1969–1974.

### II – ÉTUDES SPÉCIALISÉES SUR LA PRESSE AU QUÉBEC ET AU CANADA

DE LA GARDE, Roger, « Profil socio-démographique de la presse-écrite québécoise », communication au congrès de l'ACFAS, Université Laval, Département de journalisme, Québec, 1974.

DONNEUR, André P., « La presse du Québec et les pays étrangers », *Études internationales*, vol. III, n° 3, septembre 1971.

GOW, J.I., « Les Québécois, la guerre et la paix », *Revue canadienne de science politique*, vol. III, mars 1970.

HART, Jim, « The Flow of News Between the US and Canada », *Journalism Quarterly* 40, 1963.

MAC NAUGHT, Carlton, *Canada Gets the News*, Ryerson Press, Toronto, 1940.

MAISTRE, Gilbert, « Aperçu socio-économique de la presse quotidienne québécoise », *Recherches sociographiques*, vol. XII, I, 1971.

ROGEL, Jean-Pierre, « La concentration de propriété dans la presse écrite au Québec, 1967–1974 », dans *Presse-Actualité*, Paris, avril 1974.

SCANLON, Joseph T., « A Study of the Contents of 30 Canadian Daily Newspapers, for Special Senate Committee on Mass Media », Carleton University, (miméo), 1970.

SIGLER, John, « Public Opinion and Press Coverage of US–Canadian Relations. A Preliminary Report ». Carleton University, (miméo), 1972.

SINGER, Benjamin D., « American Invasion of the Mass Media in Canada », dans LINGER (éd.), *Social Issues in Canadian Communications*, Copp, Toronto, 1971.